



**JUSTICE ET LIBERATION IMMEDIATE DES 5 !**

**MOBILISATION POUR LES 5 à Paris :**

**VENDREDI 27 Mai de 18H30 à 20H,**

**place de la Bastille devant l'Opéra**

**DES JEUNES EQUATORIENS SE SOLIDARISENT AVEC LES 5** *Par Reynaldo Henquen*

*Quito, 23 mai, (PL-RHC)* – Un groupe de 22 jeunes équatoriens qui participent à une marche pour la libération des 5 Cubains prisonniers politiques aux États-Unis ont réaffirmé leur décision de poursuivre leur mouvement. Au cours d'une cérémonie politique et culturelle dans la ville d'El Puyo, dans la province amazonienne de Pastaza, Salomon Ozorio, leader du groupe a expliqué devant un public nombreux la volonté de participer à Cuba à la 3e Rencontre Internationale pour la libération des 5. La 3e Rencontre se tiendra du 12 au 14 juin ici, à La Havane et les jeunes équatoriens parcourront des trajets dans le cadre de la Caravane Culturelle Carlos Bastidas, à la mémoire de leur compatriote journaliste assassiné par la dictature de Batista à Cuba en 1958. Le Conseiller de l'Ambassade de Cuba en Equateur, Basilio Gutiérrez, a pris la parole au cours de la cérémonie. Il a fait l'éloge du travail de ce groupe de jeunes qui se joignent à des centaines de milliers de personnes dans le monde qui exigent la libération des 5 et la fin du blocus criminel contre Cuba. Le Consul de Cuba, Erik Cubiles, des parents de jeunes équatoriens qui font leurs études à Cuba, des autorités de la ville et de la province et des habitants d'El Puyo ont également pris part à la cérémonie.

**DES HOMMAGES SONT RENDUS A MANAGUA A JOSE MARTI ET AUX 5** *Par Reynaldo Henquen*

*La Havane, 20 mai, (RHC)*- Une plaque a été dévoilée sur la Place Cuba, à Managua, en signe de solidarité avec les 5 Cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis. Des autorités nicaraguayennes et le Président du Parlement Cubain, Ricardo Alarcón ont assisté à la cérémonie. Mme le Maire de Managua Deysi Torres, et le Président du parlement du Nicaragua, René Núñez s'y trouvaient également. Rendant hommage à José Martí, Ricardo Alarcon a rappelé qu'il a été emprisonné quand il était un adolescent et qu'il est mort au combat quand il avait à peine 42 ans et donné ainsi sa vie pour l'indépendance de Cuba mais laissant une des œuvres de création le plus vastes et révolutionnaires de la littérature hispano-américaine. Au sujet des 5 Cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis, qui purgent de lourdes peines dont deux perpétuités, Ricardo Alarcon a indiqué qu'ils ont refusé de signer un pacte avec le diable et sont restés fermes et dignes aux côtés de la patrie agressée par l'empire. Ricardo Alarcon a relevé que les autorités étasuniennes savent qu'elles ne pourront pas faire plier les 5 dont l'exemple est le meilleur message aux générations actuelles et futures de Cuba.

**LE MOUVEMENT ESPAGNOL DE SOLIDARITE AVEC CUBA EXIGE LA LIBERATION IMMEDIATE DES 5** *Par*

*Tania Hernández Madrid, 13 mai, (RHC)*.- Le Mouvement espagnol de solidarité avec Cuba a exigé au Président étasunien, Barack Obama, de libérer immédiatement les 5 anti terroristes

cubains emprisonnés aux États-Unis depuis 1998. Au cours d'un rassemblement à la Porte du Soleil, à Madrid, plusieurs organisations espagnoles ont dénoncé la double morale de l'administration Obama qui maintient en prison Gerardo Hernández, Ramón Labañino, René González, Antonio Guerrero et Fernando González, qui n'ont fait qu'essayer, en infiltrant les organisations de l'extrême droite de l'immigration cubaine de Floride, de déjouer leurs plans terroristes contre notre pays. Durant ce meeting sur la plus populaire place espagnole, des tracts ont été répartis aux passants, avec une brève explication du procès truqué intenté contre ces Cubains qui purgent des peines démesurées. Par ailleurs les organisations espagnoles ont rendu public un manifeste dans lequel elles assurent que s'identifier et se joindre à la cause des 5 n'est pas une question politique, mais humaine. Elles se sont engagées à multiplier les actions en faveur de leur libération et la diffusion de la réalité sur cette affaire.

**DES DELEGUES DE 37 PAYS CONFIRMENT LEUR PARTICIPATION AU COLLOQUE POUR LES 5.** *Par*

*Reynaldo Henquen Holguín, 6 mai, (AIN-RHC)* - Quelque 240 amis de 37 pays ont confirmé leur participation à la 7e édition du Colloque International pour la Libération des 5 Cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis. Amaury Torno, délégué provincial de l'ICAP, l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples à Holguín, a déclaré que le nombre de participants devrait augmenter considérablement dans les prochains mois avant le début de la rencontre en novembre dans cette ville. Le Colloque est une des actions en faveur de la libération des 5 antiterroristes cubains qui se tient chaque année à Holguín où se réunissent des membres des Comités de Solidarité avec Cuba et avec la cause des 5. La confirmation a été rendue publique dans le cadre de la journée « Le 5 pour les 5 » qui se déroule le 5 de chaque mois. Le site italien quintavenida, dédié à Cuba, à sa culture et spécialement à la diffusion de la vérité sur l'affaire de Ramón Labañino, René González, Antonio Guerrero, Fernando González et Gerardo Hernández a été présenté à Holguín. Stefano Guastella, un des créateurs du site, a indiqué que l'idée de le créer a surgi en mars 1999, lorsque lui et quatre autres amis italiens ont décidé de diffuser la réalité du peuple cubain et sa culture face à la campagne médiatique anti-cubaine. « Quintavenida » est le lien fraternel entre les peuples de nos deux pays – a souligné Stefano Guastella- qui est encouragé essentiellement par l'amour que nous vouons chaque jour à Cuba »

## **LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT CUBAIN REAFFIRME L'IMPORTANCE DE L'OPINION PUBLIQUE DANS L'AFFAIRE**

**DES 5** *Par Reynaldo Henquen* La Havane, 10 mai, (RHC) – Le Président de l'Assemblée Nationale de Cuba, Ricardo Alarcón, a réaffirmé l'importance du rôle de l'opinion publique dans l'affaire des 5 Cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis. Dans des déclarations qu'il a faites à la presse à La Havane, Ricardo Alarcón a indiqué que le noyau du problème se trouve hors de la salle du tribunal, dans l'opinion publique ; dans la connaissance ou le manque de connaissance des personnes au sujet de l'affaire de Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, René González, Ramón Labañino et Fernando González. Le Président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire s'est référé à la connaissance publique sur le fait que le gouvernement des Etats-Unis a versé des sommes à des journalistes pour qu'ils mentent et publient des calomnies sur les 5 afin d'exercer une influence négative sur les membres du tribunal, qui a siégé à Miami. Sur ce scandale des médias, Ricardo Alarcón s'est demandé ce que penserait un Étasunien, s'il savait qu'avec l'argent des impôts qu'il doit payer au gouvernement durant des années, les autorités de son pays ont versé des milliers de dollars à certains délinquants qu'elles appellent journalistes. Le Président de notre parlement a ajouté que toute cette manœuvre a été montée pour empêcher un procès juste aux antiterroristes cubains. Il a ajouté que le peuple étasunien réagirait s'il pouvait connaître les aspects fondamentaux de l'affaire. Auparavant, le site « Reporters sous contrat » avait annoncé qu'il diffuserait sous peu des preuves des paiements faits par le gouvernement étasunien à des journalistes de Miami pour créer un climat hostile aux 5. Ces révélations consistent en plus de 2 200 pages de contrats entre des journalistes de Miami y compris ceux de Radio et de Tele Marti. « Le problème réside dans le fait qu'ils ne savent rien car on les empêche de savoir et c'est ce qui permet l'injustice » a relevé Ricardo Alarcón.

## **GRACIELA RAMIREZ DENONCE LA VIOLATION DE LA LIBERTE D'EXPRESSION DANS L'AFFAIRE DES 5.**

*Par Reynaldo Henquen* La Havane, 4 mai, (RHC)- Graciela Ramírez, membre de la Fédération Latino-américaine des Journalistes et Présidente du Comité International pour la libération des 5, a dénoncé la violation de la liberté d'expression dans l'affaire des 5 Cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis. À l'occasion de la célébration le 3 mai de la Journée Mondiale de la liberté d'expression par l'Assemblée Générale de l'ONU, elle a mis l'accent sur le mur de silence dont les grands médias entourent dès le début l'affaire de nos 5 compatriotes qui purgent de très lourdes peines de prison, dont deux perpétuités dans des pénitenciers étasuniens. Ils ont été accusés de conspiration afin d'espionner. Ils n'avaient pourtant fait que surveiller les organisations terroristes anti-cubaines de Miami pour prévenir Cuba des attentats la prenant pour cible. Graciela Ramírez a indiqué : "Nous n'avons rien à célébrer en cette journée. Je le dis en tant que correspondante de presse de « Résumé latino-américain » un média alternatif qui essaie de faire parvenir la vérité à nos peuples, une vérité cachée et passée sous silence de façon honteuse pas seulement dans l'affaire des 5. Ce silence est une peine supplémentaire non écrite contre les 5 et qu'ils subissent depuis 13 ans ». À Cuba, l'Union des Journalistes a organisé un colloque sur l'affaire des 5 et les médias, un des meilleurs exemples d'occultation, de mensonges et de paiement de mercenaires de l'information chargé d'empêcher que l'opinion publique internationale et en particulier l'opinion publique étasunienne ne sache la vérité sur l'affaire de nos 5 compatriotes. Gloria La Riva, du Comité National pour la Libération des 5 aux Etats-Unis s'est référée aux efforts que plusieurs organisations déploient depuis des années pour dénoncer les paiements faits par le gouvernement des Etats-Unis à plusieurs journalistes afin qu'ils dénaturent l'affaire des 5. Elle a souligné : "La présence des journalistes de Miami sur les listes de paiement du gouvernement des Etats-Unis qui prétendait les faire passer pour des journalistes indépendants. Les 5 ont donc été victimes non seulement de condamnations injustes mais aussi d'une opération de propagande montée par le gouvernement. C'est Gerardo Hernández qui a été le plus touché par cette campagne médiatique hystérique à Miami qui a commencé lors de la destruction par la chasse cubaine, après les sommations d'usage, de deux avionnettes de l'organisation contre-révolutionnaire « Les Frères de la Rescouste » qui avaient violé l'espace aérien cubain. C'est pour cela que nous exigeons que soient présentées les évidences des paiements à des journalistes. Pour sa part, Alicia Jrapko, membre du Comité International pour la libération des 5 a indiqué : On a refusé, pendant presque 13 ans, sous 3 administrations étasuniennes, républicaines et démocrates, au peuple étasunien le droit de connaître la vérité. Le sujet fait l'objet d'une telle censure qu'en 2008, un article a vu le jour sur les 5 dans un livre qui est publié chaque année et qui s'intitule « Projet Censuré ». Il montre toutes les affaires que les médias des Etats-Unis ont passé sous silence. Il y a, dans ce livre, un article sur l'affaire des 5. Ce manque d'information nous pose de grands problèmes à l'heure de dénoncer l'affaire. Même au cas où les grandes transnationales daignent publier quelque chose, elles mentent et dénaturent la réalité ». Pour sa part, Ricardo Alarcón, Président de l'Assemblée Nationale de Cuba a indiqué : "Washington veut que le tribunal de Miami déclare non recevable la demande d'habeas corpus en faveur de Gerardo Hernández et qu'il le fasse de façon sommaire, sans convoquer une audience permettant à Gerardo d'exprimer ses arguments et sans présenter les arguments que le gouvernement cache. C'est ainsi que le gouvernement répond au dernier recours présenté par un être humain condamné à deux perpétuités plus 15 ans. Washington a également demandé de ne pas prendre en considération le recours en appel d'Antonio Guerrero et celui de René González. Ce sont trois actions presque simultanées qui révèlent la nature profondément arbitraire et injuste du système étasunien. La bataille pour la libération des 5 ne pourra être gagnée que si nous comprenons cette réalité essentielle du monde d'aujourd'hui et si nous agissons en conséquence ».

## **LES ETATS-UNIS CACHENT DES PREUVES SUR LES 5** *Par Reynaldo Henquen*

*La Havane, 3 avril, (RHC)-* Le Président de l'Assemblée Nationale de Cuba, Ricardo Alarcón, a dénoncé le fait que les Etats-Unis s'obstinent à cacher les preuves qui démasquent les violations qu'ils ont commises dans l'affaire des 5 antiterroristes cubains prisonniers dans des pénitenciers étasuniens depuis 1998. Il a ajouté que pour ce faire, Washington se sert de sa dictature médiatique. Nos 5 compatriotes purgent de très lourdes peines de prison dont deux perpétuités. Ils ont été accusés de conspiration afin d'espionner. Ils n'avaient pourtant fait que surveiller les organisations terroristes anti-cubaines de Miami pour prévenir notre pays des attentats le prenant pour cible. Au cours de la Rencontre Internationale de Solidarité Syndicale, qui s'est tenue lundi, au Palais des Congrès, ici à La Havane, Ricardo Alarcón a exhorté les 900 invités de 42 pays à renforcer la lutte dans une bataille pour la vie et contre l'occultation et l'infamie. "Cela fait un an que je vous ai parlé de la situation des 5 – a-t-il ajouté- et je vous ai expliqué tout ce qui concerne le recours collatéral en appel ou Habeas Corpus qui devait être présenté en faveur de Gerardo Hernández, un jeune innocent qui purge deux perpétuités plus 15 ans de prison. Le Président de l'Assemblée Nationale de Cuba a relevé que cela fait seulement une semaine, le parquet, c'est-à-dire, Washington, a demandé au tribunal de Miami de rejeter cette motion ; de ne pas accorder une audience pour en discuter, sans réviser les évidences et les arguments nouveaux et de ne pas permettre que Gerardo compare et puisse s'exprimer. Ricardo Alarcón a appelé le mouvement international de solidarité à poursuivre la lutte jusqu'à vaincre un gouvernement qui s'appuie sur le mensonge et qui empêche le peuple étasunien de découvrir la réalité. Parmi les invités qui ont pris la parole se trouvaient le leader ouvrier australien Digney Molina, qui a signalé que les âmes honnêtes et sensibles du monde entier se joignent à la clameur universelle en faveur de la libération de Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Antonio Guerrero, Fernando González et René González. Il a également condamné le blocus économique, financier et commercial que les Etats-Unis font subir à notre pays depuis près de 50 ans déjà. Digney Molina a appelé les travailleurs de la planète à unir leurs efforts pour défendre les luttes de Cuba qui –a-t-il relevé- sont des luttes communes à tous les hommes justes du monde

Antonio Guerrero Rodríguez

# 58741 - 004

U.S.Penitentiary

P.O.Box 7000

Florence, CO 81226

USA

Gerardo Hernández

# 58739 - 004

U.S.Penitentiary

P.O.Box 5300

Adelanto, CA 92301

USA

Ramón Labañino (Luis Medina)

REG. No. 58734-004

USP McCreary

P. O. Box 3000 Pine Knot, KY 42635 , EE.UU

Nota: Ramón et Fernando ayant été condamnés sous le nom de Luis Medina et Ruben Campa, ne reçoivent de courrier que sous cette identité.

Ruben Campa (Fernando González)

# 58733 - 004

FCI Terre Haute

P.O. Box 33

Terre Haute, IN 47808

USA

René González

# 58738 - 004

Navajo A, Federal Correctional Institution

P.O.Box 7007

Marianna, FL 32447-7007

USA

### *Réflexions du compañero Fidel*

#### L'INSOUTENABLE POSITION DE L'EMPIRE

Nul ne peut garantir que l'Empire à l'agonie n'entraînera pas l'être humain dans la catastrophe.

Tant que notre espèce vit, on a le devoir sacré d'être optimiste. Une autre conduite serait moralement inadmissible. Je me souviens du jour où, voilà presque vingt ans, j'ai affirmé qu'une espèce était en danger d'extinction : l'homme.

Devant un parterre sélect de dirigeants bourgeois adulateurs de l'Empire, dont cette immense tour allemande bien alimentée d'Helmut Kohl et d'autres du même genre qui faisaient la cour à Bush père - moins ténébreux et aliéné que son fils W. Bush - je ne pouvais pas ne pas dire cette vérité, qui m'apparaissait tout à fait réelle, quoique plus lointaine qu'aujourd'hui, avec la plus grande sincérité possible.

J'ai allumé la télévision vers 12 h 15, parce que quelqu'un m'avait dit que Barack Obama était en train de prononcer le discours de politique extérieure tant annoncé, et j'ai prêté attention à ce qu'il disait.

Je ne sais pas pourquoi, dans le tas de dépêches que je lis et de nouvelles que j'écoute chaque jour, rien ne m'avait annoncé que ce gars parlerait à cette heure. Je peux assurer les lecteurs qu'au milieu de vérités dramatiques et de faits de toutes sortes, ce ne sont pas les sottises et les mensonges qui manquent dans ce que je lis, écoute et vois jour après jour. Mais il s'agissait d'un cas spécial. Qu'allait bien pouvoir dire ce type-là à cette heure-ci et en ce monde-ci accablé de crimes impériaux, de massacres ou d'avions sans pilote larguant leurs cargaisons meurtrières, un monde que même Obama, à présent maître de quelques décisions de vie ou de mort, ne pouvait imaginer voilà à peine quelques dizaines d'années quand il était étudiant à Harvard.

Que nul n'aille croire, bien entendu, qu'Obama maîtrise la situation : il gère uniquement quelques pans importants de l'autorité que le vieux système a octroyée à l'origine au « président constitutionnel » des États-Unis. De nos jours, à deux cent trente-quatre ans de la Déclaration de l'indépendance, le Pentagone et la CIA conservent les instruments fondamentaux du pouvoir impérial : la technologie capable de détruire le genre humain en quelques minutes et les moyens de pénétrer dans ces sociétés, de les duper et de les manipuler impudemment tout le temps qu'il faudra, pensant que le pouvoir de l'Empire est illimité, croyant pouvoir manier un monde docile, sans le moindre raté, dans un avenir tout aussi illimité.

Quelle absurdité que de baser le monde de demain, comme ils le font, sur « le règne de la liberté, de la justice, de l'égalité des chances et des droits humains » ! Sont-ils à ce point incapables de voir ce qu'il se passe dans le monde actuel : pauvreté, pénurie des services élémentaires d'éducation et de santé, chômage, et pis encore, insatisfaction de besoins aussi vitaux que l'alimentation, l'eau potable, un toit et tant d'autres ?

On peut se demander : les dix milles morts que cause tous les ans la violence découlant de la drogue, fondamentalement au Mexique, auxquels on peut ajouter les pays centraméricains et plusieurs des plus peuplés d'Amérique du Sud, comptent-ils donc pour du beurre ?

Je n'ai pas la moindre intention d'offenser ces pays : je veux juste signaler ce qu'il arrive aux autres presque tous les jours.

En tout cas, on ne peut manquer presque aussitôt de se poser une question : que se passera-t-il en Espagne où les masses protestent dans les principales villes parce que jusqu'à 40 p. 100 des jeunes sont au chômage, pour ne citer qu'un des motifs des manifestations de ce peuple combatif ? Vont-ils voir tomber bientôt des bombes de l'OTAN ?

Il est 16 h 12, et la version officielle en espagnol du discours d'Obama n'est toujours pas publiée...

Qu'on me pardonne ces Réflexions improvisées. J'ai d'autres choses à faire.

Fidel Castro Ruz

Le 19 mai 2011

16 h 16

**LA SANCTION CONTRE LE TERRORISTE CHAVEZ ABARCA EST RATIFIEE.** Par Reynaldo Henquen La Havane, 24 mai, (CubaSí-RHC) . La sanction de 30 ans de prison prononcée contre le citoyen salvadorien Francisco Antonio Chávez Abarca pour le délit de terrorisme a été ratifiée par la Salle des Délits contre la Sécurité de l'État du Tribunal Suprême Populaire. Les juges ont considéré, à partir des arguments exposés par la défense et des éléments accumulés au cours des procédures judiciaires, qu'au cours des démarches du procès, toutes les garanties et formalités de l'accusé dans l'exercice de son droit à la défense ont été respectées. Au cours de l'audience orale qui a eu lieu en décembre dernier, de nombreuses preuves d'experts, des documents et des témoignages, ont démontré les faits terroristes réalisés et orientés par Chávez Abarca aux individus recrutés par lui pour poser des bombes dans des installations touristiques cubaines. Il a été également prouvé qu'il a recruté, entraîné, organisé et financé des citoyens guatémaltèques qui ont voyagé à Cuba vers la fin des années 90 pour continuer à poser des engins explosifs comme il l'avait lui-même fait auparavant dans des hôtels de La Havane. Il a également été constaté que la décision du Tribunal Provincial de la Havane s'est basée sur du matériel solide et suffisant confirmant la responsabilité pénale de Chávez Abarca dans les faits imputés et que la gravité extrême et les antécédents de l'accusé dans les actions terroristes, rendent nécessaire et juste la sanction de 30 ans de prison imposée raison pour laquelle il a prononcé un non lieu au sujet du recours en appel présenté contre la sentence. Chávez Abarca a été chef de file d'un bras armé structuré en Amérique Centrale par le terroriste notoire Luis Posada Carriles, par la Fondation Nationale Cubano Américaine et par le reste de la mafia anti-cubaine dans le but de semer la mort, la douleur et la destruction à Cuba, pour créer un climat d'insécurité, de panique et de terreur affectant la population et l'industrie du tourisme.

**DES REVELATIONS SUR DES POTS-DE-VIN POUR LA GRACE DU TERRORISTE LUIS POSADA CARRILES.** Par Reynaldo Henquen Panama, 23 mai (RHC) -Le site Wikileaks a révélé la possibilité de pots-de-vin dans l'affaire de la grâce accordée par l'ex-présidente panaméenne Mireya Moscoso aux terroristes Luis Posada Carriles, Guillermo Novo, Pedro Remón et Gapar Jiménez. Un long reportage du quotidien « La Estrella » indique que les dépêches parlent de corruption dans l'affaire de la grâce accordée à Posada Carriles et à plus d'une centaine de personnes par l'ex-Présidente panaméenne avant la fin de son mandat.« La Estrella » indique que dans une dépêche du 26 août 2004, l'ex Ambassadrice des États-Unis à Panama, Linda Watt a recueilli des informations de presse qui évoquaient la possibilité que Mireya Moscoso et sa soeur Ruby aient reçu des pots-de-vin pour libérer les quatre terroristes. Le groupe de criminels, ayant à sa tête Posada Carriles avait préparé un attentat contre le leader de la Révolution Cubaine, Fidel Castro en novembre 2000 à l'occasion du 10e Sommet de l'Amérique Latine, l'Espagne et le Portugal.

**MAITRE JOSE PERTIERRA ECHANGE DES DETAILS DU PROCES CONTRE POSADA AVEC DES JOURNALISTES CUBAINS** Par Tania Hernández La Havane, 13 mai, (RHC).- L'avocat José Pertierra qui représente le Venezuela dans sa demande d'extradition du terroriste Posada Carriles et qui a assisté au procès intenté contre ce dernier à El Paso au Texas, pour fraude migratoire, a échangé avec des journalistes cubains, des détails de cette farce judiciaire qui a duré 3 mois. Il a expliqué qu'il a pris note de tout ce qu'il écoutait et voyait dans chaque audience, mais aussi des mensonges, des évidences, des déclarations des témoins, de ce qui était dit en dehors de la Cour et qu'il a décidé de rédiger une chronique journalistique. Ses chroniques d'El Paso ont été une information vitale pour les médias de Cuba et du monde. Maître Pertierra explique qu'il s'est logé dans un hôtel proche de la Cour, le même choisi par Posada et ses acolytes. Il a précisé : "J'y suis arrivé avec l'intention d'être respectueux avec tous, même s'ils me manquaient de respect. Je les saluais quand je les croisais. Ils étaient partout. J'ai ressenti

une grande haine envers moi, pas de la part de Posada, mais de ses amis, ses avocats. J'ai compris pourquoi des gens justifient le terrorisme contre Cuba, quand j'ai vu la haine dans leurs yeux, tout simplement parce que je représente le gouvernement bolivarien, parce que mes chroniques sont publiées par les médias cubains ou tout simplement parce que je dis la vérité. Ce que j'ai pu constater est que Posada est un terroriste professionnel, il a du sang froid, ses collaborateurs semblaient des tortionnaires capables de tout, de l'arracher les ongles parce qu'ils éprouvent de la haine pour toi. C'est très dangereux. C'est la cause du terrorisme indiscriminé contre Cuba ces 50 dernières années ». Sur l'attitude de la juge Kathleene Cardone, qui a permis des mini procès à l'intérieur du grand thème, ce qui a confondu le jury, Maître Pertierra a expliqué:« Au lieu de tout simplement juger Posada pour menteur, pour les 11 charges de fraude, de parjure, elle a permis un procès contre Cuba, un autre contre les témoins cubains, un autre contre les documents présentés par Cuba, un autre contre chacun des témoins cités à comparaître y compris un contre le New York Times, ce qui est incroyable mais vrai. Usuellement, les juges fédéraux ne permettent pas cela. Cette juge non seulement a permis cela, mais elle l'a fait à plusieurs reprises. Au sujet des mensonges du terroriste Posada, de la manipulation par ses avocats des preuves et des témoins et du verdict, qui ne l'a pas surpris, Maître José Pertierra a signalé :« J'ai beaucoup pensé aux 5, j'ai pensé à la douleur de Justino Di Celmo, que je connais et que je considère comme un ami, j'ai pensé aux larmes de ce peuple. Une grande bataille pour permettre que les preuves de Cuba puissent être présentées, que les témoins cubains puissent comparaître a été livrée. J'ai éprouvé une grande fierté lorsque j'ai vu les évidences venues de Cuba être présentées devant une Cour Fédérale étasunienne, lorsque j'ai écouté Roberto Hernández et le médecin légiste donnant des détails sur l'autopsie pratiquée à Fabio Di Celmo. J'ai eu la chair de poule lorsque j'ai vu les photos du cadavre de Fabio. Cette fois-ci, le Parquet étasunien, avec l'aide du FBI a porté devant un tribunal fédéral ces évidences qui prouvent que Cuba a raison. Je me suis senti très fier d'être cubain ». Maître Pertierra entend recueillir ces chroniques d'El Paso dans un livre qui paraîtra en espagnol et en anglais.

**CUBA REAFFIRME AUX NATIONS UNIES SA DISPOSITION DE LUTTER CONTRE LE TERRORISME** Par Pedro Otero  
La Havane, 17 mai, (RHC)- Cuba a réaffirmé à l'ONU sa disposition de coopérer avec n'importe quel pays y compris avec les Etats-Unis, dans la prévention et la lutte contre le terrorisme international sur la base du respect mutuel et de l'égalité souveraine. Le représentant permanent de Cuba à l'ONU, Pedro Núñez, a réaffirmé que son pays condamne tous les actes, méthodes et pratiques terroristes sous toutes leurs formes et manifestations. Au cours d'une session dédiée au thème de la lutte contre le terrorisme, Pedro Núñez a relevé le travail de Cuba en la matière. Il a rappelé les actes de terroriste dont le peuple Cuba a été victime et qui ont provoqué la mort de 3 478 personnes et des dommages et des handicaps à 2000 autres. Il s'est référé aux 13 accords internationaux signés par Cuba dans ce domaine et l'application, par notre pays, des résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité. Pedro Núñez a également réaffirmé la condamnation, par notre pays, de l'élaboration unilatérale, par le gouvernement étasunien d'une liste de pays qui supposément encouragent le terrorisme et l'inclusion de Cuba dans cette liste qu'il a qualifiée d'illégitime et de politisée.

**GRANMA RELEVE QUE LE PEUPLE CUBAIN REPONDRÀ AVEC FERMETÉ AUX CAMPAGNES MEDIATIQUES** Par Reynaldo Henquen  
La Havane, 16 mai, (Granma/RHC) - Le quotidien cubain Granma relève ce lundi que le peuple cubain répondra avec fermeté aux campagnes médiatiques et qu'il ne se laissera pas tromper par les contre-révolutionnaires internes qui cherchent un prétexte médiatique pour promouvoir un conflit avec les Etats-Unis. Dans un éditorial à propos de la plus récente campagne contre la Révolution Cubaine, Granma rappelle que celle-ci a été démontée en 72 heures. Il a appelé les journalistes et les hommes politiques impliqués à avouer leur erreur et à présenter des excuses à la famille de Juan Wilfredo Soto dont ils n'ont pas respecté le deuil. « Avec un grand dévergondage, ils ont tenté de transformer une pancréatite en un assassinat politique » souligne Granma se référant à la campagne orchestrée sur la présumée mort suite à une rouée de coups, d'un individu avec un casier judiciaire chargé et que l'on a essayé de présenter comme un dissident politique. "Fabriquer des prétextes" est le titre de l'éditorial de Granma qui fustige des élus des Etats-Unis et d'Europe et des quotidiens comme « El País », d'Espagne et les chaînes de télévision ABC et Univisión et même le Président Barack Obama qui, de façon insolite -relève Granma- s'est également prononcé sur les événements du Parc Vidal, de Santa Clara qui n'ont jamais existé. Granma ajoute qu'il est curieux qu'Obama, qui est toujours tellement occupé, puisse retenir dans sa mémoire l'affaire d'une personne arrêtée dans un parc cubain et qui y est revenue plus tard et que cependant, il n'a rien dit sur le récent récit d'une fillette irakienne publié par le New York Times qui racontait l'assassinat de ses parents par une patrouille étasunienne lorsqu'ils rentraient de faire panser les blessures de son petit frère.

**LES DELEGUES A UN SEMINAIRE EXIGENT LA FERMETURE DE LA BASE NAVALE DE GUANTANAMO.** Par Reynaldo Henquen

Caimanera, 6 mai, (AIN-RHC) - La déclaration finale émise par le 2e Séminaire de Paix pour le démantèlement des Bases militaires étrangères a demandé la fermeture de la base navale de Guantánamo et la restitution à Cuba du territoire qu'elle occupe. Au cours d'un meeting devant la Baie de Guantánamo dont l'entrée est occupée par les marines yankees, les délégués au Séminaire se sont rassemblés avec la population de la localité de Caimanera pour rendre public le document qui exige également la fin du blocus économique, financier et commercial de Cuba par les Etats-Unis et la libération des 5 Cubains prisonniers politiques dans ce pays. Le représentant du Conseil portugais pour la paix Filipe Ferreira a donné lecture de la déclaration finale de la rencontre : "Nous nous engageons à lutter contre toute forme d'agression et d'ingérence dans les affaires intérieures des États ; pour le retrait de toutes les formes d'occupation ; pour la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationales en tant que droits inaliénables de nos peuples ; pour le retrait de toutes les bases militaires étrangères. Nous réaffirmons notre solidarité avec le droit légitime du peuple de Cuba dans sa lutte contre le blocus ; pour la libération immédiate des 5 et pour sa souveraineté sur le territoire qu'usurpe la Base Navale de Guantánamo ». La Déclaration Finale, signée par des délégués de 36 pays a dénoncé la poursuite de la politique hégémonique étasunienne par Barack Obama et l'hypocrisie des interventions humanitaires avec le feu vert de l'ONU, transformée en instrument impérial. "Garantir le contrôle impérial sur les ressources énergétiques et les minerais stratégiques existant dans plusieurs pays du monde est le véritable objectif des bases militaires étrangères et des actions bellicistes des puissances occidentales » souligne la déclaration. Les participants au séminaire ont également condamné les plans de déstabilisation contre les pays de l'ALBA, l'Alliance bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique. Ils ont pris l'engagement de lutter contre toutes les formes d'agression impériale. Ils ont également décidé de renforcer le Réseau Mondial contre les Bases Militaires ; de lancer une campagne internationale pour un monde sans armes nucléaires et de transmettre un message de solidarité au peuple japonais pour les désastres qui l'ont affecté et les séquelles dont il souffre encore.

**LES NON-ALIGNED ADOPTENT UNE PROPOSITION CUBAINE SUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE** Par Reynaldo Henquen

Bali, Indonésie, 23 mai (RHC-PL) - La XVIe Conférence Ministérielle du Mouvement des Pays non-alignés, au niveau de hauts fonctionnaires a approuvé à Bali une proposition présentée par Cuba sur le désarmement nucléaire. Elle demande au forum d'entreprendre des actions pour l'élimination totale des armes nucléaires. Le projet de déclaration reflète essentiellement quelques-unes des idées exprimées par le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, sur le danger que représentent les armes nucléaires pour l'humanité. La proposition cubaine a été analysée au sein de la commission des questions politiques du segment de hauts fonctionnaires, qui, depuis les premières heures de lundi, et à huis clos, a ouvert le débat sur les questions laissées en suspens aux négociations du Bureau de Coopération à New York, qui ont eu lieu du 7 Février au 16 mars derniers. La commission, qui s'est réunie dans la salle Grand Ballroom, de l'Hôtel Grand Hyatt, a également approuvé la proposition d'un paragraphe sur Cuba, qui condamne le blocus commercial et financier des Etats-Unis contre notre pays et qui appelle à sa levée. Il demande également l'arrêt des transmissions illégales de radio et de télévision contre Cuba et la restitution du territoire occupé par la base navale américaine, située à Guantánamo. Presque tous les paragraphes du projet de document final ont été approuvés, en ce qui concerne la situation politique

mondiale, le droit international, les Nations Unies et la nécessité de la réformer, le désarmement et les différentes questions, par région géographique. C'est au sein du Comité économique et social, qui s'est réuni dans la salle Karangasem Room qu'ont été analysées la plupart des questions liées au développement économique, au droit au développement et au respect des droits de l'homme dans les pays non alignés. Sur la question du changement climatique, le débat a souligné les attentes du sommet du Mouvement des Non-alignés concernant le prochain Sommet des Nations Unies sur l'Environnement qui se tiendra à la fin de cette année dans la ville sud-africaine de Durban. Les Non-alignés réclament que cette Conférence des Parties à la Convention sur le changement climatique aboutisse à des résultats concrets visant à l'adoption d'une deuxième série d'engagements des pays industrialisés dans le cadre du Protocole de Kyoto pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Comité économique et social a également examiné la revendication des pays non-alignés du droit à leur plein développement. Sur la question des droits de l'homme, il s'est prononcé pour que les pays non-alignés soient traités sur un pied d'égalité tant en ce qui concerne les droits civils ou politiques que les droits économiques, sociaux et culturels, avec objectivité, transparence et sans deux poids deux mesures. La commission s'est également prononcée pour un rôle remarquable du Mouvement à tous les forums internationaux qui traitent de ces questions ou d'autres questions sociales, humanitaires et économiques à l'échelle globale. La fin des travaux des deux comités est prévue demain pour céder la place à l'ouverture de la séance plénière avec la participation des ministres des Affaires étrangères des pays membres. La Conférence ministérielle doit également adopter une déclaration sur les 50 ans de vie du Mouvement des Pays Non-alignés et sa stratégie pour les 50 prochaines années ainsi que d'autres textes importants sur la Palestine, en particulier un concernant la situation des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes. Le segment des ministres des Affaires étrangères doit prendre fin vendredi par la signature de la Déclaration finale, qui, cette fois sera émise dans l'île de Bali, située dans un pays où se trouvent les origines du Mouvement des Pays Non-alignés à la Conférence de 1955 à Bandung. Six ans plus tard, à Belgrade, le mouvement a été constitué. Il n'avait à l'époque que 25 membres et il rassemble actuellement 120 pays, avec l'incorporation de Fidji et de l'Azerbaïdjan.

### **MICHEL MARTELLY EST INVESTI COMME PRÉSIDENT D'HAÏTI** PAR MICHELE CLAVERIE

Port au Prince, 14 mai (RHC-PL).- Le nouveau président d'Haïti, Michel Martelly, a pris possession aujourd'hui de sa charge, lors d'une cérémonie au siège du Parlement à Port au Prince, assombrie par une panne d'électricité. Devant les députés réunis en session extraordinaire, Michel Martelly a promis, comme il est habituel à ces cérémonies, de respecter les droits du peuple, des travailleurs et de la grande patrie. Le chanteur de musique populaire est devenu le 56<sup>e</sup> président Haïtien et le quatrième à avoir été élu démocratiquement ces 60 dernières années. Il a gagné les élections de mars dernier avec 67,57% des voix lors du second tour. A partir de maintenant Michel Martelly devra affronter le défi d'être à la tête de la reconstruction du pays le plus pauvre d'Amérique. **LA SUISSE CONFISQUE LES BIENS DE L'EX DICTATEUR HAÏTIEN JEAN CLAUDE DUVALIER.** Par Reynaldo Henquen Genève, 3 mai (RHC-EFE).- Le gouvernement suisse a commencé un processus de confiscation des fonds de l'ex dictateur haïtien, Jean-Claude Duvalier, déposés dans des banques de ce pays européen, afin de rendre l'argent à la nation caribéenne. Cette opération est possible, grâce à la mise en vigueur, le premier février dernier, d'une loi qui facilite la restitution, aux pays affectés, des fonds provenant de la corruption, gelés dans des banques suisses. Depuis 1986, les 5 millions 700 000 dollars de Jean Claude Duvalier, sont gelés et n'avaient jamais pu être rendus à Haïti pour des problèmes légaux. Le gouvernement suisse avançait comme argument que des fonds illicites des individus occupant de hautes charges publiques ne pouvaient être remis sans que les coupables ne soient préalablement condamnés.

### **17.05.2011. LE GOUVERNEMENT BOLIVARIEN « REMBOURSE SA DETTE » ENVERS HAÏTI, EN MAINTENANT SON AIDE**

Hector Rodriguez, Vice-président du Conseil des Affaires Sociales au Venezuela, a confirmé l'engagement du Gouvernement vénézuélien à maintenir ses efforts de reconstruction en Haïti et a envoyé un message de solidarité au peuple haïtien au nom du Président vénézuélien Hugo Chávez. Lors d'un entretien sur TeleSUR [canal de nouvelle d'Amérique Latine], après la cérémonie d'investiture du

nouveau Président d'Haïti, Michel Martelly, Rodriguez a déclaré que le Venezuela allait « continuer à travailler pour la dignité, la vie, de ce pays frère », pour qu'Haïti puisse « continuer à aller de l'avant. » « Nous avons une dette historique à payer à nos frères et sœurs d'Haïti, car ils nous ont aidés à libérer notre Amérique latine » a déclaré Rodriguez, en référence à l'appui offert au Venezuela par la nouvelle Nation indépendante d'Haïti, qui a fourni à Simon Bolivar une aide financière, l'asile politique et des soldats haïtiens pendant les guerres d'indépendance. Les gouvernements vénézuéliens et cubains ont été parmi les premiers à réagir lors du séisme de janvier 2010. Ils ont dirigé leurs efforts de secours en envoyant des centaines de millions de dollars d'aide et se sont engagés à travailler avec la Gouvernement haïtien en vue de construire des missions de développement durable. Depuis, le gouvernement vénézuélien a envoyé en Haïti, plus de 10,000 tonnes de produits alimentaires, médicaments et autres... La capacité du Venezuela à répondre rapidement a été facilitée, par le fait que le Gouvernement bolivarien était déjà impliqué dans la fourniture d'aide en Haïti avant le séisme. Notamment, Chávez avait signé, en 2007, une série d'accords importants entre Haïti, Cuba et le Venezuela à l'initiative de l'Alliance Bolivarienne (ALBA). Ces accords prévoyaient 80 millions de dollars pour une raffinerie de pétrole, 56 millions pour une centrale électrique, 4 millions pour une usine de gaz liquide, 3 millions pour la collecte des déchets et des ressources pour un programme de soins de santé cubain en Haïti, composée de plus de 1000 médecins. En Juin 2010, le Venezuela a également annulé la totalité de la dette d'Haïti avec Pétrocaribe, qui s'élevait à près de 400 millions de dollars. Le Venezuela maintient actuellement ses missions humanitaires en Haïti à son camp Francisco de Miranda, promouvant la durabilité et la gestion de projets dans l'agriculture, l'énergie, les transports et la santé

### **MANUEL ZELAYA REITERE QU'IL RETOURNERA AU HONDURAS AVANT LA FIN DU MOIS** Par Reynaldo Henquen

Managua, 19 mai (RHC- EFE).- Manuel Zelaya président constitutionnel du Honduras, évincé par un coup d'état en juin 2009, a annoncé à Managua son possible retour dans son pays, dans les prochains jours si un accord est obtenu par le biais d'une médiation de la Colombie et du Venezuela. « Il est possible que nous puissions revenir dans les prochains jours au Honduras, à la fin de ce processus de médiation » a indiqué Manuel Zelaya lors de son discours à l'ouverture de la XVII<sup>e</sup> édition du forum de Sao Paulo, dans lequel il a aussi indiqué : « Il est nécessaire que cesse le blocus contre Cuba depuis des décennies, c'est un crime que nous ne pouvons pas accepter. » Résidant en République Dominicaine, Manuel Zelaya a expliqué qu'il se consacre à l'heure actuelle « à la défense de la démocratie au côté des partisans de gauche du continent et à signaler les ennemis de la démocratie » dont les Etats-Unis. Il a ajouté que le socialisme est synonyme de démocratie. Une Cour d'Appel a annulé récemment les deux procès contre lui pour une prétendue corruption, ce qui ouvre la voie de son retour au pays **PLUS DE 100 HONDURIENS ONT ETE ASSASSINES CETTE ANNEE EN IMMIGRANT VERS LES ETATS-UNIS** Par Tania Hernández Tegucigalpa, 18 mai (RHC-PL).- Au moins 116 Honduriens ont subi une mort violente depuis le début de l'année, en traversant le Mexique pour se rendre aux Etats-Unis. Dilcia Aguiriano, directrice des Affaires Consulaires du Ministère hondurien des Affaires étrangères a donné cette information. Selon les données du Forum National pour les Migrations dans cette nation, près de 100 000 Honduriens entre 18 et 32 ans partent chaque année à la recherche d'une autre vie en territoire nord-américain. Des organismes humanitaires internationaux affirment aussi

que la majorité des émigrants sans papiers qui passent par le Mexique sont Honduriens, lesquels s'exposent à la violence des réseaux illégaux de trafic de personnes dans ce pays latino-américain.

## **LES PRODUCTEURS PRIVÉS HONDURIENS ONT AUGMENTÉ LE PRIX DES ALIMENTS** Par Pedro Otero

Tegucigalpa, 17 mai (RHC-PL).- Des médias honduriens ont mis l'accent sur la décision des producteurs privés de ce pays d'augmenter davantage les prix des produits qui font partie du panier de la ménagère, sans tenir compte de l'impact de cette mesure. Les reporters indiquent que bien que le Congrès National discute de la façon de contenir la vague de spéculation interne, les chefs d'entreprises de ce pays centraméricain assurent qu'ils ne demanderont pas la permission pour augmenter le prix des aliments. Armando Urtecho, directeur exécutif du Conseil hondurien de l'Entreprise Privée, a justifié la décision en expliquant qu'aucune entreprise n'est fondée pour avoir des pertes et il a ajouté que les chefs d'entreprise ne sont pas disposés à perdre leurs investissements. La présidente de l'Association de Défense du Consommateur, Mayra Paz, a pour sa part souligné qu'il y a un manque réel d'une politique gouvernementale pour protéger le citoyen.

## **PRESQUE CINQ MILLIONS DE HONDURIENS VIVENT DANS LA PAUVRETE** Par Tania Hernández

Tegucigalpa, 10 mai (RHC-PL).- Un rapport du Forum ministériel de Développement de l'Amérique Latine a révélé que presque cinq millions de Honduriens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le rapport diffusé à Tegucigalpa, précise que le Honduras avec plus de huit millions d'habitants, est un des pays d'Amérique Latine où la pauvreté et les inégalités sont les plus criantes. Le texte souligne que dans cette nation centraméricaine, presque la moitié du total des revenus, va dans les mains de dix pour cent de la population. Pour sa part, le Programme Mondial des Aliments a indiqué que 27 % des enfants honduriens souffrent de malnutrition et sont vulnérables à de nombreuses maladies.

## **LE NICARAGUA RETABLIT LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LE HONDURAS** Par Reynaldo

*Henquen*

Managua 23 mai (PL-RHC).- Le gouvernement du Nicaragua a décidé de rétablir les relations diplomatiques avec le Honduras, après l'accord de réconciliation souscrit à Carthagène des Indes, en Colombie, entre le président Porfirio Lobo et le président constitutionnel renversé par un coup d'état au Honduras, Manuel Zelaya, en présence du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro et du président colombien Juan Manuel Santos. La décision a été annoncée par le président Daniel Ortega, à Managua. La présence du président Porfirio Lobo et de Manuel Zelaya à la réunion du SICA, le Système d'Intégration Centraméricaine a marqué la réinsertion du Honduras au sein de cet organisme régional. Les présidents centraméricains se joignant au ministre vénézuélien, Nicolás Maduro, ont appuyé le retour du Honduras aux systèmes d'intégration de la région. Daniel Ortega a indiqué : "Il nous faut soutenir cet accord encouragé par les présidents du Venezuela et de la Colombie qui crée les conditions pour le retour du Honduras à l'OECA, Organisation des Etats Américains, et sa pleine participation au SICA". Pour sa part, Manuel Zelaya a signalé que cet accord de réconciliation nationale va permettre d'enquêter sur les violations des droits de l'homme depuis le coup d'Etat : « Cet accord démocratique de réconciliation, a pour le Honduras des composantes essentielles qui intéressent tous les peuples d'Amérique Latine ; la première, le respect des droits de l'homme, la seconde, il donne la possibilité de chercher des solutions aux personnes qui sont affectées par une rupture

constitutionnelle. Une réconciliation signifie, ne pas perdre le droit, mais le gagner, ce n'est pas renoncer non plus aux droits inhérents que nous donnent la constitution et la loi, c'est gagner des espaces ». Manuel Zelaya a le droit de retourner dans son pays avec la garantie de liberté, tout comme ses ex ministres et toutes les personnes exilées. De son côté, Nicolás Maduro a déclaré : « Aujourd'hui nous avons contacté pratiquement tous les gouvernements de l'Amérique Latine, du Sud, de l'Amérique Centrale et de la Caraïbe qui sont dûment informés et qui nous ont transmis, leur appui et leur joie pour cet accord ». Quant au Président Hugo Chavez il a souligné : « Le président Manuel Zelaya renversé par un coup d'état peut retourner dans son pays et je crois même qu'ils ont fixé une date. Le Front National de la Résistance est reconnu en tant que force politique légale et légitime au Honduras. Nous, nous devons veiller au respect de tout ceci ».

## **HUGO CHAVEZ SALUE LES 50 ANS DU FSLN** Par Reynaldo

*Henquen*

Managua, 19 mai (RHC-PL).- Le président du Venezuela, Hugo Chavez, a félicité son homologue du Nicaragua, Daniel Ortega, à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du Front Sandiniste de Libération Nationale. Dans un message, lu par le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Nicolás Maduro, lors de la Journée inaugurale du Forum de Sao Paulo, Hugo Chavez souligne que le sandinisme incarne la vérité la plus authentique du pays centraméricain. Hugo Chavez a rappelé le demi siècle de travail de l'organisation en faveur de la cause populaire. Il a insisté sur l'importance d'approfondir l'étude de l'expérience sandiniste.

## **XVIEME FORUM DE SAO PAULO A MANAGUA : UNIS, 86 PARTIS DE LA GAUCHE LATINO-AMERICAINE CONDAMNENT L'IMPERIALISME HUMANITAIRE EN LIBYE ET APPUIENT LE RETOUR DE ZELAYA AU HONDURAS.**

samedi 21 mai 2011

86 partis de gauche d'Amérique Latine participant au Forum de Sao Paulo au Nicaragua, ont condamné ce vendredi la "sauvage agression de l'OTAN contre le peuple libyen, la violation de la souveraineté et la mort conséquente de civils innocents". Réuni à Managua à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation du Front Sandiniste de Libération Nationale et des 116 ans de la naissance du général Augusto C. Sandino, le Forum de Sao Paulo a déclaré que l'agression « représente une violation flagrante de la charte démocratique de l'ONU » et s'est interrogé sur « le rôle de cette organisation dans l'avenir ». La résolution appelle à « mettre fin immédiatement aux bombardements, aux actions militaires en Libye et à organiser un dialogue national pour que de manière souveraine et sans ingérence le peuple libyen puisse décider de son avenir ». Les dirigeants de la gauche latino-américaine demandent aux Nations Unies de créer une commission internationale pour stopper le conflit armé, et réaffirment leur soutien aux initiatives de paix de l'ALBA, de l'Union Africaine et du groupe intégré par le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. Ils expriment leur appui à « l'initiative de paix menée par l'Union Africaine » pour résoudre le conflit libyen et ont décidé d'appuyer ses efforts pour « former une commission internationale dans le cadre de l'ONU et intégrée par l'Union Africaine, l'Union Européenne et la Ligue Arabe ». L'Union Africaine a annoncé qu'elle organisera un sommet en ce sens la semaine prochaine.

Cette position contraste avec celle des secteurs de la gauche européenne qui hier encore pourfendaient les « chiens de garde » du droit d'ingérence en Irak ou en Yougoslavie, et défendent aujourd'hui « l'intervention humanitaire » en Libye. Rappelons que l'information selon laquelle le dictateur Kadhafi « bombarde la population de Tripoli », qui fut le déclat émotionnel de la résolution de l'ONU et des campagnes médiatiques pour l'intervention, a depuis été démentie par les envoyés sur place de Il Manifesto (Italie), de Telesur, ainsi que par des experts de l'armée russe et états-unienne... Paradoxalement les massacres croissants de civils libyens par l'OTAN, les massacres au Yémen, au Bahreïn, en Afghanistan, en Palestine, en Côte d'Ivoire, etc. ou les initiatives de paix latino-américaine et africaine, n'ont suscité qu'un moindre intérêt de ces secteurs. Ce déclin idéologique s'explique de diverses manières : coupure des secteurs populaires, glissement à droite de la société européenne, repositionnement défensif face aux émancipations du Sud, condescendance par rapport aux gauches d'autres continents, catharsis anti-Chavez et images de marque « antitotalitaires » à soigner sous la pression de la dictature médiatique, etc..

Outre l'invasion de la Libye le Forum de Managua a évoqué la dictature installée au Honduras et a apporté son soutien total au retour du président Manuel Zelaya au Honduras prévu le 28 mai : « Le Forum de Sao Paulo réaffirme son appui au Front National de la Résistance Populaire du Honduras (FNRP) dans sa lutte de résistance contre le gouvernement actuel qui n'est que la prolongation du coup d'état perpétré contre le gouvernement légitime de José Manuel Zelaya. Nous réaffirmons que tant que les exigences du FNRP ne seront pas satisfaites, nous n'accepterons pas le retour du Honduras au sein des organismes internationaux dont il a justement été expulsé, qu'il s'agisse de l'OEA ou du Système d'Intégration Centraméricain (SICA). » Aux côtés du président Daniel Ortega étaient présents l'ex-mandataire du Brésil Luiz Ignacio Lula Da Silva, le président hondurien Manuel Zelaya et le chancelier du Venezuela Nicolas Maduro, parmi d'autres leaders de la gauche.

La multiplication des projets économiques et sociaux de lutte contre les inégalités et le renforcement de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique) ont également été abordés. « Les victoires de la gauche depuis les élections de Hugo Chavez en 1998 jusqu'au triomphe du FMLN avec Mauricio Funes en 2009 expriment notre force politique, non seulement par rejet du néo-libéralisme et de la politique traditionnelle ; mais aussi et surtout grâce au travail politique qui a permis d'obtenir non seulement des gouvernements nationaux, mais aussi locaux, des pouvoirs territoriaux et des espaces dans les pouvoirs législatifs. C'est depuis ces positions que nous nous proposons de démonter le néo-libéralisme et de construire une alternative qui réponde aux demandes immédiates et historiques de nos peuples ». « La croissante participation des citoyens et des secteurs sociaux dans la vie politique, accompagnée de l'institutionnalisation correspondant à ces changements, (...) La redistribution des revenus, la démocratisation de la communication et la défense de la souveraineté nationale constituent des batailles communes et non-négociables des forces de gauche du continent. » « Les rébellions populaires dans les pays arabes parmi lesquelles se détachent la Tunisie et l'Égypte nous montrent que les peuples ne peuvent rester passifs éternellement mais nous rappellent aussi que la réaction mondiale et l'impérialisme ne resteront jamais indifférents et feront ce qu'il faut pour empêcher la poussée révolutionnaire.

Le Forum de Sao Paulo a réitéré que « le terrorisme ne peut se combattre avec plus de terrorisme, de mépris pour la souveraineté nationale, de violence contre les civils et d'exécutions individuelles ». « Nous saluons le rôle de l'UNASUR contre les coups d'état en Bolivie et en Equateur, l'accord colombo-vénézuélien de normaliser les relations. (...) Un véritable événement historique est en cours avec la formation unanime par les pays membres du groupe de Río d'une nouvelle organisation continentale qui regroupera tous les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC). Nous exigeons l'intégration de Puerto Rico dans cet organisme comme forme d'avancer dans la lutte pour atteindre la reconnaissance pleine de son droit à la souveraineté nationale.

La persistance du colonialisme constitue une situation particulièrement grave pour notre continent, qui affecte directement Puerto Rico, la Martinique, la Guadeloupe, Curaçao, Aruba, Bonaire, la "Guyane française" et les îles Malouines argentines ».

A l'unanimité Caracas a été désignée comme siège de la session du XVIIIème Forum de Sao Paulo en 2012, dont le thème sera "Le défi de l'intégration politique et économique des peuples d'Amérique Latine".

**URL de cet article :** <http://www.larevolucionvive.org.ve/...>

## **LE VENEZUELA ET LE SALVADOR INAUGURENT UNE CENTRALE PETROLIERE AU SALVADOR**

Par Michele Claverie Caracas, 13 mai (PL-RHC).-Le ministre vénézuélien de l'Énergie et du Pétrole, Rafael Ramirez a annoncé que le Venezuela et le Salvador vont inaugurer dans la localité d'Acajutla, au Salvador, la centrale de stockage et de distribution de combustible, Schafik Handal , la plus grande d'Amérique Centrale.L'installation avec une capacité de 335 000 barils de brut, est située à 85 kilomètres de la capitale salvadorienne. Elle s'inscrit dans les efforts consentis pour garantir la sécurité énergétique de la région.Sixième Réunion du Conseil ministériel de Petrocaribe à Caracas

**VENEZUELA/SALVADOR, 13.05.2011. PETROCARIBE INAUGURE LA RAFFINERIE PETROLIERE "SCHAFIK HANDAL" jeudi 12 mai 2011**

L'initiative de cette entreprise mixte ALBA Pétroles revient notamment au leader historique du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale du Salvador, Schafik Handal, décédé en 2006.C'est dans la localité de Acajutla que le Venezuela et le Salvador inaugureront le 19 mai prochain la centrale de stockage et de distribution de combustible "Schafik Handal", la plus grande de l'Amérique Centrale, a confirmé aujourd'hui le ministre vénézuélien de l'Énergie et du Pétrole, Rafael Ramirez. Selon le ministre vénézuélien, l'installation de cette centrale d'une capacité de 355 mille barils de pétrole brut - située à 85 kilomètres de la capitale salvadorienne - fait partie des efforts pour garantir la sécurité énergétique de la région et affronter les asymétries dans ce secteur. Ramirez a donné ces informations aux journalistes à Caracas peu avant l'installation du VIème Conseil Ministériel de Petrocaribe, bloc de 14 pays qui oeuvre pour construire la souveraineté énergétique. L'alliance Petrocaribe, qui regroupe 14 pays de la région, réunit depuis jeudi au Venezuela 30 ministres de l'Énergie du Sommet de l'Amérique Latine et des Caraïbes sur l'Intégration et le Développement (CELAC). Le sixième Conseil Ministériel de Petrocaribe et ses diverses réunions de sous-groupe ont un objectif clair : consolider l'intégration énergétique et le développement de la région."Pour nous cette réunion est très importante, nous l'avons impulsée depuis le gouvernement bolivarien, depuis que le président Chávez a lancé la création de Petrocaribe lors du sommet de Puerto La Cruz en 2005" a rappelé le ministre Rafael Ramirez. A l'heure actuelle cet organisme a développé 11 mécanismes d'intégration, créé huit entreprises mixtes. ALBA Petróleo a été fondée en 2006 par l'entreprise *Energía para El Salvador* (ENEPASA), créée par les mairies gouvernées par le FMLN et la division Caraïbe de *Petróleos de Venezuela* (PDVSA). Sa création est basée sur les principes d'intégration solidaire de l'Alliance Bolivarienne des Peuples de Notre Amérique (ALBA) et fut l'initiative du président du Venezuela, Hugo Chávez, et du leader historique del FMLN, Schafik Hándal.Dans le cas du Salvador l'arrivée de Alba Pétroles a permis d'agir sur les prix de référence du combustible en les ajustant davantage à la réalité.Parmi les apports au pays il a cité le paiement de 122 millions de dollars en impôts, 16 millions en économies énergétiques et six millions consacrés par l'entreprise aux projets sociaux d'éducation et de santé.La construction de cette centrale a généré 1500 emplois directs et son fonctionnement garantira 500 postes de travail.

Sources : RNV et Prensa Latina

Traduction : Thierry Deronne



## L'ONU ANALYSE LES PROBLEMES DES INDIENS EN AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

*Par Reynaldo Henquen Nations-Unies, 20 mai (RHC).*- Le Forum Permanent des Nations Unies sur les Affaires Indiennes, dédié aujourd'hui son cinquième jour aux problèmes de ces communautés dans les pays de l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale et la Caraïbe. L'ordre du jour inclut l'analyse des mesures de coopération pour l'amélioration de la situation des populations indiennes dans une région qui, ces dernières années, a expérimenté une augmentation de la participation de ces groupes à la vie politique nationale. Plusieurs participants ont mis en avant les nouveaux concepts de démocratie encouragés par les peuples indiens. Les communautés autochtones de l'Amérique Latine et la Caraïbe ont une représentation croissante dans la vie politique, tout en respectant leurs lois et leurs autorités traditionnelles, comme l'indique la Déclaration de l'ONU sur les Droits des Peuples Indiens. Des délégués de la région ont souligné le rôle que ces groupes de la société exercent depuis 1990 dans les processus de transformation des démocraties, avec un élargissement des concepts de nationalité et d'Etat Plurinational. Ils ont aussi joué un rôle dans la promotion de leurs modèles de développement et des pratiques du bon vivre, basés sur des philosophies restauratrices s'appuyant sur la

cosmologie, la philosophie, les valeurs, les cultures et leurs identités. Ils ont expliqué qu'il s'agit de concepts qui constituent une alternative face aux modèles de développement prédominant dans le monde actuel qui donnent la priorité à l'augmentation constante de la consommation. Près de 300 délégués, en représentation des 370 millions d'indiens du monde participent depuis lundi au Forum qui a lieu au siège de l'ONU à New York.

## LE TRAVAIL FORCE DES INDIENS EN AMERIQUE LATINE EST DENONCE

*Par Michele Claverie Nations-Unies, 21 mai (RHC-PL).*- Une étude de l'Organisation Internationale du Travail dénonce que l'Amérique Latine est l'une des principales régions où les peuples autochtones sont les plus grandes victimes du travail forcé. Un rapport présenté lors d'une des sessions du Forum Permanent sur les Affaires Autochtones de l'ONU qui a lieu depuis lundi, indique que l'exploitation des peuples indiens existe dans les plantations de canne à sucre et les plantations de châtaignes au Brésil, ainsi que dans les campements d'exploitation du bois en Amazonie. Le document dénonce que les enfants indiens sont soumis aux pires formes de travail infantile comme la domesticité, la participation à des conflits armés et la prostitution et qu'ils constituent un secteur plus vulnérable car ils vivent dans la pauvreté et n'ont pas accès ni à l'éducation ni à tout ce qui se rapporte à la santé. Quant aux adultes, des

estimations démontrent que plus de 12 300 000 personnes sont soumises à un travail forcé et précisent que le mode d'exploitation se pratique dans toutes les régions du monde, lié généralement à des formes de discrimination imposés aux peuples autochtones et à d'autres groupes.

## LA PAUVRETE TOUCHE PRESQUE 81 MILLIONS D'ENFANTS EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

*Par Tania Hernández Santiago du Chili, 18 mai (Granma-RHC).*- La Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance ont dénoncé que près de 81 millions d'enfants de moins de 18 ans en Amérique Latine et dans la Caraïbe, vivent dans la pauvreté. Une étude des deux organisations de l'ONU dont les résultats ont été rendus publics à Santiago du Chili, appelle les gouvernements de la planète à investir dans l'enfance et à réduire les inégalités. Le document, Pauvreté Infantile en Amérique Latine et dans les Caraïbes, issu de l'étude réalisée entre 2008 et 2009, a pris en compte la nutrition, l'accès à l'eau potable, les connexions aux services d'assainissement, la qualité du logement, la fréquentation des écoles, l'accès à des moyens de communication et d'information parmi d'autres facteurs, dont la privation contribue à un cadre de pauvreté et d'exclusion sociale.

## ROS-LEHTINEN CONVOQUE UNE REUNION POUR ATTAQUER ET DIFFAMER L'ALBA *par Jean Guy Alard*

Ileana Ros-Lehtinen, élue républicaine d'origine cubaine à la Chambre des Représentants des États-Unis et Présidente du Comité des Affaires étrangères de la Chambre Basse, vient de lancer une convocation pour un sommet de l'extrême droite au Capitole de Washington dans le but d'attaquer et de diffamer les pays membres de l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, Cuba et le Nicaragua.

La rencontre est prévue pour le 26 mai. Elle sera placée sous le mot d'ordre "Légitimité perdue? Comment le Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle subvertit la démocratie en Amérique Latine". Le but de ce sommet est de « dénoncer » que les pays progressistes de l'Amérique Latine ont uni leurs forces pour affronter l'empire de la loi et démontrer prétendument que ces pays violent systématiquement les droits humains de leurs citoyens". La réunion est placée sous les auspices de l'Americas Forum, association qui a comme tâche principale de faire de la propagande sale contre les pays qui refusent de se soumettre aux diktats du Département d'État des États-Unis.

Parmi les « vedettes de cette assemblée d'extrémistes et de putschistes se trouve le mercenaire médiatique vénézuélien, Moisés Naím, ex ministre de Carlos Andrés Pérez, justement au moment du massacre du Caracazo. Moisés Naím est un défenseur furibond de l'État israélien, tout comme Ros-Lehtinen. Il fait de la propagande de l'extrême droite, il est toujours prêt à diffuser des informations déformées contre les pays qui osent briser l'ordre impérial. Naím a été membre de la direction de la Banque Mondiale, il travaille pour la revue Foreign Policy. Il écrit aussi des commentaires tout spécialement pour El País, d'Espagne.

Un autre personnage qui figure parmi les participants est l'homme de confiance de Ros-Lehtinen pour l'hémisphère, le Représentant Connie Mack, celui qui avait suggéré, lors d'une autre assemblée de l'extrême droite d'assassiner Hugo Chavez. Ce monsieur organise des campagnes pour obtenir que le Venezuela figure sur la liste des pays que le département d'état étasunien qualifie de « promoteurs du terrorisme ».

Il y rencontrera l'assesseur de politique internationale de l'ex chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, Alberto Carnero, de la phalangiste Fondation FAES, d'Espagne. Carnero est un ami personnel de Carlos Alberto Montaner, considéré comme

l' "intellectuel de la CIA, très impliqué dans le terrorisme contre Cuba.

On annonce également la présence de "plusieurs représentants de la société » des pays que les organisateurs de ce show médiatique s'apprêtent à agresser et qui ne sont pas identifiés.

Encouragés par le départ du sous secrétaire d'État pour les questions de l'hémisphère occidental, du gouvernement des États-Unis, Arturo Valenzuela, qu'ils ont contribué à discréditer et a expulsé, des sénateurs et des congressistes républicains de l'extrême droite ont décidé de promouvoir une nouvelle offensive latino-américaine.

Ileana Ros-Lehtinen, a salué la séparation d'Arturo Valenzuela, en signalant que " les intérêts étasuniens ont souffert, sous sa gestion, " une grande détérioration. Elle a signalé que le prochain Sous secrétaire d'état pour l'hémisphère occidental ne doit permettre plus à de tyrans qui maltraitent leurs peuples, affaiblissent les principes démocratiques et s'allient avec des régimes nantis étasuniens, d'augmenter leur influence ".

Cela fait à peine quelques mois, Ileana Ros-Lehtinen avait convoqué au Capitole un autre sommet du réseau putschiste latino-américain au cours duquel, Otto Reich, Roger Noriega et d'autres ex membres du clan Reagan/Bush ont pris la parole.

Cette Représentante républicaine, qui condamne les pays de l'ALBA pour de prétendues violations des droits de leurs citoyens, a été au côté de Connie Mack, les premiers élus étasuniens qui en 2009, ont demandé l'appui du gouvernement étasunien pour le régime putschiste installé par Roberto Micheletti au Honduras.

Élue grâce à une campagne "humanitaire" pour libérer le terroriste Orlando Bosch, qui était alors arrêté à Miami, Ileana Ross, conque aussi sous le nom de " La Sorcière du Capitole, a proclamé cela fait quelques mois, son appui à Alejandro Peña Esclusa, individu arrêté à Caracas pour terrorisme. Il dirige le groupe UnoAmérica, qui regroupe des partisans nostalgiques du Plan Condor.

### **L'UNION DES NATIONS SUD AMERICAINES A TROIS ANS** *Par Michele Claverie*

La Havane, 24 mai (Granma- RHC).- Le 23 mai 2008, les 12 pays faisant partie de l'Union des Nations Sud Américaines l'UNASUR ont jeté les bases de l'organisme qui progresse dans son objectif de construire un espace d'intégration et d'union dans la culture, le social, l'économique et le politique entre ses peuples. Le bloc régional se compose de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay, de la Bolivie, du Pérou, de l'Équateur, de la Colombie, du Chili, du Venezuela, de la Guyane, et du Surinam. Le Mexique et le Panama y figurent en tant que pays observateurs. Le 11 mars 2011, son traité Constitutif est entré en vigueur, après la ratification de 9 pays membres. La Colombie et le Venezuela se partagent le Secrétariat Général.

### **LE VENEZUELA ACCUEILLE LA REUNION EN VUE DU SOMMET DE LA CELAC** *Par Tania Hernández*

Caracas, 18 mai (PL-RHC).- Le Venezuela accueille aujourd'hui et demain des ministres et des hauts fonctionnaires latino-américains et caribéens pour débattre des thèmes économiques et commerciaux en vue de la création de la Communauté des États Latino-Américains et Caribéens, la CELAC, un bloc authentiquement régional qui exclut les États-Unis et le Canada. Cette rencontre a été organisée par le Ministère vénézuélien des Affaires étrangères à indiqué, à Prensa Latina, le Ministre vénézuélien de la

Planification et des Finances Jorge Giordani, au siège de la Banque Centrale après avoir signalé que la croissance de l'économie vénézuélienne durant le premier trimestre 2011 est de 4,5%. La réunion fait partie des échanges prévus pour préparer les documents de création de la CELAC dont la naissance officielle est prévue les 4 et 5 juillet, à Caracas. Jorge Giordani considère que la région vit des moments favorables pour chercher un nouvel ordre économique, éloigné des politiques néo-libérales. D'autres rencontres ont été organisées ces dernières semaines, dans la capitale vénézuélienne pour débattre de thèmes sociaux, environnementaux et énergétiques. Les résultats des réunions préparatoires seront inclus dans une déclaration reflétant les principes et les projections du bloc, dont la création a été décidée en février 2010 à Cancun au Mexique, par le Groupe de Rio. Le Ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro, a été chargé d'inaugurer la réunion des ministres de l'Économie, à l'hôtel Tamanaco Intercontinental à Caracas.

### **UNE REUNION SUR L'ENERGIE DONNE LE FEU VERT A LA CREATION DE MECANISMES DE COOPERATION** *Par Michele Claverie*

Caracas, 14 mai, (RHC-PL).- Les délégations de 30 pays d'Amérique Latine et de la Caraïbe ont approuvé au Venezuela une déclaration sur l'énergie, en vertu de laquelle des mécanismes de coopération seront mis en place en vue de la création de la Communauté des États Latins Américains et Caribéens en juillet

prochain. Le document souscrit contient 22 accords et deux propositions qui seront remis aux présidents qui assisteront à Caracas au Sommet de création de la CELAC, un bloc authentiquement régional, duquel les États-Unis et le Canada sont exclus. Au terme de la réunion le ministre vénézuélien de l'Énergie et du Pétrole, Rafael Ramírez, a déclaré à la presse que le texte approuvé, rapproche encore plus les pays latino-américains et caribéens dans leurs efforts d'intégration. La semaine prochaine un forum sur l'économie et le commerce aura lieu, le dernier de ceux qui avaient été programmés en vue de la naissance de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens.

### **LE PRESIDENT HUGO CHAVEZ INVITE LUIS INACIO LULA DA SILVA AU SOMMET DE LA CELAC** *Par Tania Hernández*

Caracas, 11 mai (ANSA-RHC).- Le président vénézuélien Hugo Chavez, a invité l'ex président du Brésil, Luis Inácio Lula da Silva, au Sommet des chefs d'état et de gouvernement de l'Amérique Latine et de la Caraïbe (CELAC), prévu les 5 et 6 juillet prochain. Un communiqué du Ministère des Affaires étrangères a indiqué que les deux hommes politiques ont conversé sur le futur des processus d'intégration qui s'engagent en Amérique Latine et dans la Caraïbe. Le texte précise que Lula a souhaité, à Hugo Chavez, un prompt rétablissement suite à une lésion de son genou gauche qui l'a obligé à suspendre un périple qui devait le conduire au Brésil, en Équateur et à Cuba

## **LES COURS SONT SUSPENDUS A CAUSE DES PLUIES DANS L'ETAT VENEZUELIEN DE TACHIRA**

*Par Reynaldo Henquen Caracas, 16 mai (RHC-PL).*- Les autorités de l'état vénézuélien de Tachira ont suspendu les cours dans la localité de Jáuregui pour faciliter le ramassage des décombres après les glissements de terrain et les chutes des ponts causés par les intenses pluies de ces derniers jours. La maire de cette localité, Belkis Camargo, a informé que les cours ne recommenceront pas jusqu'à nouvel ordre, car plusieurs institutions scolaires et les principales voies d'accès sont inondées. Belkis Camargo a indiqué que cette localité a enregistré près d'une vingtaine de glissements de terrain et la crue des fleuves, qui ont endommagé des routes. Elle a précisé que plus d'un millier de familles sont sans communications et que de nombreux hectares cultivés sont inondés. Cependant il n'y a pas de victimes à déplorer.

## **LE PRESIDENT DU VENEZUELA A APPELE A RENFORCER LE DIALOGUE POLITIQUE NATIONAL**

*Par Tania Hernández Caracas, 16 mai (RHC-PL).*- Le président du Venezuela, Hugo Chávez, a appelé à renforcer le dialogue politique entre tous les secteurs du pays, afin de garantir le plus grand bonheur possible au peuple. Lors d'une communication téléphonique avec des ministres qui ont pris part au programme spécial télévisé « Cinq Règles pour le Bon vivre », Hugo Chavez a signalé qu'il faut faire de la politique dans le contexte des lois et de la Constitution, en respectant la nation et l'aspiration authentique de paix de la majorité. Le président vénézuélien a mis en relief aussi le succès de la Grande Mission Logement Venezuela et a indiqué qu'au-delà des

cinq règles, centrées sur le programme social, il existe celui des allocations. Sur le plan international, Hugo Chávez a réfléchi à la situation en Syrie. Il a dit que les plans que les Etats-Unis mènent à bien à travers la CIA pour déstabiliser cette dernière ainsi que d'autres pays sont terribles. À propos de sa santé, Hugo Chavez a indiqué qu'il ne subira pas d'intervention chirurgicale du genou. Il a dit qu'il se rétablissait de sa lésion qui le maintient au repos depuis une semaine.

## **LUISA ESTRELLA MORALES MET L'ACCENT SUR LE PROCESSUS D'INTEGRATION ET SUR LE ROLE DE LA FEMME**

*Par Reynaldo Henquen La Havane, 21 mai (RHC).*- Luisa Estrella Morales, Présidente du Tribunal Suprême de Justice du Venezuela qui a récemment visité Cuba a déclaré à Radio Havane Cuba que le processus d'intégration de l'Amérique Latine avance depuis des années et que c'est à la fin du 20e siècle et au début du 21e siècle que les rêves de nos hommes illustres se concrétisent. Luisa Estrella Morales a également mis l'accent sur le rôle que joue la femme dans ces processus : "Je trouve que c'est quelque chose de très positive, Il faut bien sûr être patients car ce sont des processus qui n'ont pas lieu sur décret mais qui naissent depuis la base de la conviction que doit avoir notre peuple, le citoyen commun de la nécessité de changement. Nous, les femmes, nous sommes directement impliquées dans ces processus. Je crois que le rôle de la femme se fait sentir et, en raison de nos caractéristiques nous appuyons ces changements avec beaucoup d'amour et de dévouement et avec un grand espoir dans l'avenir. Il faut être patients, nous avançons petit à petit mais je crois que nous avons emprunté le bon chemin. Un nombre croissant de pays s'incorporent chaque année à ces processus ».

## **VENEZUELA, 24.05.2011. LES TRAVAILLEURS DE « LA GAVIOTA » VEULENT APPROFONDIR LE CONTROLE OUVRIER**

En décembre 2010 les travailleurs de l'entreprises de conserves alimentaires « La Gaviota » ont organisé une grève de 21 jours. Il ne s'agissait pas seulement d'exprimer des revendications sur le travail mais aussi d'exiger des informations sur la comptabilité et de protester contre la chute et les « problèmes fréquents » dans la distribution. "Dans la mesure où les travailleurs et les communautés accèdent vraiment à l'information sur le processus productif sans aucune limitation et participe pleinement aux décisions qui la concernent, alors l'efficacité s'améliorera, la bureaucratie, la corruption diminueront, la distribution sera mieux ciblée, avec une qualité et des prix justes. Elle rencontrera les besoins du collectif et non de petits groupes de pouvoir". C'est ce qu'explique José García, dirigeant du syndicat d'UNETE (Union Nationale des Travailleurs) de cette industrie. Les « *Conservas Alimenticias La Gaviota* » est une entreprise qui emballa et distribue des sardines, des mollusques, et du thon, elle constitue une des rares sources de revenus du secteur *Valentin Valiente*, Cumaná, état de Sucre. A la suite de son occupation par les travailleurs, elle a été nationalisée par le gouvernement révolutionnaire. Dès ses premiers pas comme entreprise publique, les travailleurs ont participé directement à la relance de la production. Depuis, malgré ses hauts et ses bas, ce processus de contrôle ouvrier, ne s'est pas arrêté. C'est ce que nous raconte le syndicaliste García qui, au vu du chemin parcouru, exige plus d'avancées. Il considère que l'actuelle direction, malgré des progrès, prend encore des décisions sans consulter les travailleurs. "Le contrôle ouvrier est l'usage d'informations pour pouvoir intervenir dans les décisions. Sans cela, ce n'est pas un contrôle ouvrier". nous dit-il, tout en reconnaissant l'appui du gouvernement : "Le ministre Juan Carlos Loyo a dit, et nous le savons, que le gouvernement veut continuer à changer le modèle".

## **HISTOIRE D'UNE LUTTE DES TRAVAILLEURS**

En janvier 2009, les travailleurs avaient organisé une grève de 75 jours pour obtenir de meilleures conditions de travail. Les patrons privés leur imposaient des cycles de deux à trois jours de travail par semaine pour éviter de leur payer des droits sociaux ou des vacances. "Nous avons enquêté et nous nous sommes rendus compte que le produit était exporté au Brésil, car comme elle est vendue au Venezuela à trois bolívares, ils préféreraient la vendre à l'étranger, à un prix de 17 bolívares".

Il raconte comment le patron diminuait les tours de travail parce qu'il ne souhaitait pas augmenter la production. "Ils gagnaient quatre fois plus à l'extérieur, payaient le moins de temps de travail possible. Nous avons commencé la lutte non seulement pour nos revendications salariales ou sur les conditions de travail mais aussi pour un travail permanent".

En mai 2009, le gouvernement bolivarien a fait occuper temporairement l'usine pour éviter sa fermeture par les patrons. Cet acte fut notamment l'œuvre du ministre du Commerce Eduardo Samán qui annonça que l'entreprise passerait sous contrôle ouvrier et qui expliqua dans divers médias que dans la première étape on "avait réussi à briser la division entre le travail manuel et l'administration de l'entreprise".

Pendant cette période fut nommé un conseil de travailleurs pour gérer l'entreprise avec le conseil des fonctionnaires du Ministère du Commerce. Les premières conquêtes furent le paiement de tickets d'alimentation, la restructuration du temps de travail, le paiement de droits acquis aux travailleurs et l'inscription générale à la sécurité sociale. Voir la vidéo sous-titre en FR :

Le 19 mai, deux semaines après l'intervention gouvernementale, l'usine produisait déjà à 50% de sa capacité. Les excédents étaient minimes mais elle n'enregistra aucune perte. *"Effectivement il fut démontré que nous pouvions payer des salaires, l'entretien et tout le reste, grâce à la vente des produits"* explique García.

*"Notre objectif était de produire à 100% de capacité pour atteindre l'indépendance financière mais nous ne l'avons pas encore atteint".*

En mars 2010 l'entreprise passe sous le contrôle d'Indepabis (*Institut de Défense des Droits des Consommateurs*) et par la suite, de la Corporation Vénézuélienne d'Aliments (CVAL), organisme qui nomme une équipe de gérants pour substituer la vieille structure où le conseil des travailleurs était l'organe de décision.

*"A partir de cette date a commencé à baisser la production et les actions syndicales ont repris parce que les gérants ne donnaient pas d'information sur la situation financière. Après de nombreuses luttes, nous avons obtenu le contrôle des secteurs de vente et de production mais la direction s'est réservée ceux des achats et de la comptabilité".*

Le représentant syndical raconte que les travailleurs se sont organisés pour publier mensuellement les chiffres de la production et pour développer des systèmes de distribution *"pertinents, fréquents, de qualité, à un prix juste"* avec l'aide des conseils communaux de la zone Valentin Valiente.

En octobre 2010 le syndicat a présenté un document à la direction de Pescalba, entreprise cubano-vénézuélienne qui fournit à « *La Gaviota* » du poisson et d'autres matières pour la production. Ils y ont dénoncé des barrières bureaucratiques pour l'acquisition de la matière première, des outils et les problèmes dans le stockage et la distribution.

En décembre 2010, le syndicat a décidé de paralyser les activités. Les travailleurs n'avaient toujours pas reçu le paiement du treizième mois et dénonçait le fait que la gérance stockait inexplicablement plus de 50000 caisses de produits sans les écouler.

Après 21 jours d'arrêt des activités, on est parvenu à certains accords, comme l'intégration de deux travailleurs dans la direction.

En janvier 2011 les activités reprennent. Mais en mars 2011 la production et la distribution chutent de nouveau jusqu'à l'arrêt de la production *"par manque de matière première et à cause des barrières bureaucratiques"*.

*"Nous avons 96 mille caisses accumulées qui exigeaient une distribution rapide, efficace, nous ne pouvions faire le travail parce que les gérants retardaient les décisions et n'achetaient pas les matières premières"*.

En avril, le ministre de l'Agriculture et des Terres Juan Carlos Loyo, s'est rendu sur place, a visité « *La Gaviota* » pour mener son enquête. Après une assemblée du personnel, il a destitué la direction de la partie vénézuélienne de Pescalba et a annoncé la restructuration de la direction de « *La Gaviota* » qui depuis lors serait intégrée par les travailleurs, les porte-parole de la communauté et de l'Etat.

A l'heure actuelle José García fait un bilan positif du processus mais insiste sur la nécessité de changer le modèle de gestion pour améliorer la situation. *"Les travailleurs sont ceux qui doivent transformer ce modèle et prendre le contrôle des entreprises, pas les bureaucrates ni les directions syndicales"* conclut-il avec ses compagnons, en proposant d'apporter un coup de main pour atteindre la souveraineté.

*Qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?*

Le contrôle ouvrier signifie exactement ceci : la classe ouvrière et ses représentants dans les entreprises ont le droit d'inspecter les livres de compte de l'entreprise ou de l'industrie, de surveiller et de contrôler tous les revenus et les dépenses et les actions de la direction.

Dans le programme de transition au socialisme l'homme politique russe Léon Trotsky explique que le premier pas vers le contrôle réel de l'industrie est l'élimination des "secrets de l'entreprise" : la comptabilité est utilisée en effet pour justifier toutes les attaques contre la classe ouvrière, telles que les réductions de salaire, les licenciements et l'augmentation des cycles de travail. Quand les entrepreneurs disent qu'ils sont en faillite ou qu'ils perdent des bénéfices, il faut demander des comptes. Le contrôle ouvrier permet aux travailleurs de connaître les chiffres et donc la situation réelle de l'entreprise. L'idée est de lever le voile, de démontrer à la classe ouvrière le fonctionnement détaillé du système capitaliste, c'est un pas nécessaire dans son élimination.

**Source :** Ciudad Caracas <http://www.ciudadccs.info/?p=173699> **Traduction :** Thierry Deronne, URL de cet article : <http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article1561&lang=fr>

## LA BOLIVIE ET LA CHINE SIGNENT UN ACCORD EN MATIERE D'HYDROCARBURES

Par Reynaldo Henquen La Paz, 23 mai (RHC-PL).- La Bolivie et la Chine ont signé un accord de coopération dans le secteur des hydrocarbures. Le journal d'état Cambio a cité le ministre bolivien des Hydrocarbures et de l'Energie, José Luis Gutiérrez, qui a dit que l'accord établit le transfert de technologies du pays asiatique. Le ministre a ajouté que le protocole prévoit la formation de techniciens boliviens en matière d'énergie et la coopération pour l'installation de centrales hydroélectriques entre autres.

## LA PRESSE BOLIVIENNE SE FAIT L'ECHO DES DENONCIATIONS SUR LA CAMPAGNE MEDIATIQUE ANTI-CUBAINE DES US

Par Pedro Otero La Paz, 17 mai, (RHC)- Des médias boliviens se font l'écho des dénonciations de Cuba au sujet des campagnes de désinformation orchestrées par les Etats-Unis avec la complicité de leurs alliés européens. Le quotidien « Cambio » reproduit des passages de l'éditorial intitulé « Fabriquer des prétextes » publié par le quotidien cubain Granma et qui met à nu les nouveaux intérêts qui contrôlent les grands médias. « Cet éditorial -souligne Cambio- explique la plus récente campagne de désinformation et de manipulation au sujet du décès du contre-révolutionnaire Juan Wilfredo Soto. « Avec le plus grand dévergondage -soulignait l'éditorial de Granma- ils ont tout fait pour transformer une pancréatite en un crime politique; une arrestation policière juste de moins de 3 heures pour trouble de l'ordre public, sans le moindre recours à la force, dans un passage à tabac mortel ». D'autres médias comme la chaîne « Bolivia TV » et « Radio Patria Nueva » ont indiqué, au sujet de l'éditorial de Granma, que le peuple de Cuba s'est joint à la protestation et des proches du défunt et à l'indignation des médecins que les médias ont pratiquement accusé de complicité dans un meurtre. Le texte rappelle également que la grande presse capitaliste se tait face au million de civils morts en Irak et en Afghanistan qu'elle qualifie de dégâts collatéraux et face aux exécutions extrajudiciaires avec des avions non

## UN GOUVERNEUR DE L'OPPOSITION EST PLACE EN RESIDENCE SURVEILLEE EN BOLIVIA

Par Pedro Otero La Paz, 17 mai (RHC-PL).- Le gouverneur du département bolivien de Beni, Ernesto Suárez, qui appartient à l'opposition, a été assigné, à partir d'aujourd'hui, à résidence surveillée. Des charges pour détournement de fonds lui sont imputées. Les juges ont précisé que le gouverneur fait l'objet d'une enquête pour de supposées irrégularités commises dans l'achat d'un générateur électrique quand il était préfet de cette région de l'Amazonie en 2005. L'ex préfet de Beni, Carlos Navia, actuel député du Mouvement vers le Socialisme parti au gouvernement, lui aussi a été arrêté. D'autre part, à La Paz le ministre de l'Economie, Luis Arce, a confirmé la disposition du gouvernement de dialoguer avec les retraités qui demandent une augmentation de leurs retraites. Après plusieurs heures de négociations, le ministre a expliqué que selon la nouvelle Loi des Pensions, 14000 retraités, vont bénéficier du Fonds Solidaire créé récemment.

## L'ENTREPRISE PETROLIERE BOLIVIENNE RECOIT UNE NOUVELLE ALLOCATION POUR SA PRODUCTION

Par Michele Claverie La Paz, 14 mai (RHC-PL).- La Banque Centrale de la Bolivie a confirmé la remise de plus de 9 millions de dollars à l'entreprise d'état Gisements Pétrolifères Boliviens, lesquels sont destinés à des plans productifs. Des sources officielles ont indiqué qu'il s'agit du cinquième versement fait sur un crédit de 700 millions de dollars approuvé cette année par le gouvernement et qui sera destiné à l'exécution de travaux d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures. Ce nouveau versement de la Banque à cette entreprise sera destiné aussi au développement du transport et des installations de stockage ainsi qu'à la création d'une centrale de gaz naturel dans la région de Chaco

## LE PRESIDENT DE LA BOLIVIE RENCONTRE LA SECRETAIRE GENERALE DE L'UNASUR

Par Tania Hernández La Paz, 11 mai (RHC-EFE).- Le président de la Bolivie, Evo Morales, s'est réuni aujourd'hui avec la

nouvelle secrétaire de l'UNASUR- Union des Nations Sud-américaines, María Emma Mejías, pour analyser des thèmes d'intérêts subrégionaux. Au terme de la rencontre célébrée à La Paz, la secrétaire de l'UNASUR a précisé qu'ils ont débattu d'initiatives destinées à renforcer le fonctionnement de l'Union. Elle a souligné qu'ils ont aussi conversé de la position de l'UNASUR au Sommet de la Terre, qui aura lieu l'année prochaine au Brésil, entre autres thèmes. La veille, le président du Venezuela, Hugo Chavez a invité María Emma Mejías à visiter ce pays pour dialoguer sur le projet d'intégration dans la région.

## LE PRESIDENT BOLIVIEN MET L'ACCENT SUR LA POLITIQUE DE DECOLONISATION

Par Tania Hernández Tarija, 7 mai, (RHC) - Le Président bolivien, Evo Morales, a relevé que parmi les axes programmatiques du processus de changements commencé en 2006 figurent la décolonisation et la lutte contre la discrimination. Prononçant le discours de clôture de l'Assemblée Départementale des Peuples Indiens du Chaco-Capirendita-Villamontes, le Président Evo Morales a indiqué que la défense des couches historiquement laissées pour compte est une responsabilité de tous et pas seulement du gouvernement. Il a indiqué que ce processus doit se faire par la voie de la restitution de la véritable identité nationale à travers la culture et le mode de vie en pleine harmonie avec la Mère Terre. Evo Morales a ajouté qu'un autre grand défi est l'application de la Constitution Politique en vigueur depuis février 2009 et qui a éliminé l'Etat colonialiste qui a cédé la place à un Etat plurinational caractérisé par le plein respect des droits de tous les citoyens. Par ailleurs, le Vice-ministre bolivien de la décolonisation, Félix Cárdenas, a fait savoir que son pays célébrera le premier mariage massif plurinational par l'union de 350 couples avec des rites millénaires ancestraux. Félix Cárdenas a ajouté que c'est un fait inédit auquel l'on prévoit la participation du Président Evo Morales en tant que parrain de mariage de 350 couples dans les régions rurales de La Paz, d'Oruro et de Potosí.

## UNE PLANTATION MASSIVE D'ARBRES EST EFFECTUEE EN EQUATEUR

Par Reynaldo Henquen Quito, 23 mai (RHC-PL).- Le gouvernement de l'Equateur a commencé ce dimanche la plantation massive d'arbres à la Cime de la Liberté, au sud est de Quito, dans le cadre d'une activité appelée Minga Mondiale Permanente pour la Mère Terre. En Amérique Latine, la minga est un travail réalisé par un nombre de personnes qui s'unissent pour le faire. A l'occasion de la célébration dimanche de la Journée Internationale de la Diversité Biologique, la ministre équatorienne de la Coordination du Patrimoine, María Fernanda Espinoza, a appelé les pays et les organisations sociales à rendre permanente cette initiative pour la reforestation de la planète. Elle a souligné que le changement climatique n'est pas seulement un problème environnemental, mais qu'il a aussi à voir avec la sécurité et la survie humaine ainsi qu'avec la conservation de tous les écosystèmes du monde

## LE DEPOUILLEMENT DES BULLETINS DE VOTE EST TERMINE DANS 22 PROVINCES EQUATORIENNES

Par Tania Hernández Quito, 16 mai (PL-RHC).- Le dépouillement des bulletins de vote de la consultation populaire du 7 mai dernier en Equateur, doit se terminer aujourd'hui. Le oui augmente son avantage dans les 10 questions. Les résultats officiels devront être prêts mardi, car en vertu de l'article 132 du Code de la Démocratie, le dépouillement ne doit pas durer plus de 10 jours après les élections. Jusqu'à dimanche soir, le Conseil National Electoral (CNE), a révisé 91,58 % des registres et a terminé le dépouillement dans 22 des 24 provinces. Le Président Rafael Correa a expliqué samedi, que les provinces de Guayas et Pichincha, les deux plus grandes du pays sont celles où le retard est le plus grand dans le dépouillement des voix. Il a cependant fait savoir que le oui y gagne avec une grande marge. Marcia Caicedo, conseillère du CNE, a dit que ce délai peut être respecté. Elle a expliqué que suite à des dénonciations d'irrégularités dans certaines questions, des vérifications sont réalisées à partir d'aujourd'hui pour savoir si celles-ci sont fondées. Le Code de la Démocratie stipule qu'une fois les vérifications faites, le CNE a 5 jours de plus pour présenter les résultats officiels.

Hernández Quito, 10 mai (PL-RHC).- Le président Rafael Correa a dénoncé les tentatives de l'opposition et de certains médias d'invalider les résultats de la récente consultation populaire en Equateur. Même si le dépouillement des bulletins se poursuit encore aujourd'hui, la victoire du oui est incontestable. Lors de sa première déclaration après les élections de samedi dernier, le président a signalé que les médias de l'opposition sont en train de manipuler les chiffres en diffusant les résultats partiels du dépouillement officiel, qu'ils essaient de présenter comme les définitifs. Rafael Correa a démenti la thèse de l'opposition selon laquelle dans les provinces les plus peuplées du pays où le oui a été majoritaire, il y a eu autant de réponses affirmatives que négatives au moins dans deux questions. Rafael Correa considère que le oui remportera largement cette consultation populaire pour réformer entre autres le système judiciaire et lutter contre la corruption et l'enrichissement illicite.

### **CHILI, LES MESURES REPRESSIVES CONTRE LES MANIFESTATIONS SOCIALES SONT CRITIQUEES**

Par Michele Claverie Santiago du Chili, 21 mai (RHC-PL).- Des parlementaires et des dirigeants de l'opposition au Chili ont mis en cause la décision du gouvernement de rétablir l'usage des bombes lacrymogènes pour réprimer les manifestations sociales. Pour le président du Sénat, et le représentant du Parti pour la Démocratie, Guido Girardi, remettre cette mesure après trois jours de sa suspension, est jouer avec la citoyenneté. Des jours avant le cabinet avait déclaré sa prudence face aux révélations scientifiques sur les graves dommages pour la santé que causent les produits chimiques cités et à la surprise de tous a indiqué ensuite qu'il avait des résultats de recherche prouvant le contraire. L'utilisation de nouveau de ces bombes a été décrétée au milieu de fortes mobilisations sociales en opposition à la construction de retenues d'eau dans la Patagonie du pays et en défense de l'enseignement public. Aujourd'hui des milliers de travailleurs et d'étudiants ont protesté devant le Parlement du Chili, juste quand le président de la nation, Sebastián Piñera, présentait son second bilan public annuel

### **LE PRESIDENT DU CHILI RECONNAIT QUE SON PAYS EST LE PRINCIPAL CONSOMMATEUR DE DROGUES D'AMERIQUE LATINE**

Par Pedro Otero Santiago du Chili, 17

mai (RHC-Granma).- Le président du Chili, Sebastian Piñera a admis que son pays est le principal consommateur de drogues de toute l'Amérique Latine. Lors de la récente présentation d'un programme national pour faire front aux drogues et à l'alcool, le président a déclaré qu'aucun Chilien ne peut dormir tranquille alors que l'indice de consommation de drogues, de cocaïne et de marijuana place le Chili parmi les premiers consommateurs dans le monde.

### **UN CLIMAT D'IMPUNITÉ FAVORABLE AUX EX REPRESSEURS EST DENONCE AU CHILI**

Par Tania Hernández Santiago du Chili, 4 mai (RHC-PL).- Des partis politiques, des juristes et des organisations de défense des droits de l'homme ont déclaré leur total désaccord avec les clémences accordées aux ex militaires chiliens accusés de crimes de lèse humanité. Le président du Parti Communiste, Guillermo Teillier, s'est montré indigné par la décision hier de la Cour d'Appel de Santiago du Chili de laisser en liberté sous caution six ex répresses du régime militaire d'Augusto Pinochet. A propos du verdict, Nelson Aucoto, avocat spécialisé dans les droits humains, a signalé qu'une telle politique de pardon offense et blesse la société chilienne qui a tant demandé la punition des responsables de graves crimes. Quelque trois mille personnes ont été assassinées ou ont disparu, et 50 000 autres ont été torturées, ont été persécutées ou ont été emprisonnées au Chili durant la dictature militaire de 1973 à 1990.

## **PETITION AVEC DEMANDE DE SIGNATURES DE SOUTIEN A LA POPULATION GUYANAISE – POUR L'AVENIR DE L'IES G**

L'IES-G, premier Institut d'Enseignement Supérieur en Guyane a vu le jour par la volonté du Conseil Général de la Guyane sous la présidence du feu Elie CASTOR. Ce ne fut pas un cadeau des autres instances.

La vocation de cet institut est de répondre aux besoins de formation initiale de la jeunesse guyanaise et de formation continue des travailleurs, pour occuper tous les secteurs d'emplois qui concourent au développement de la Guyane.

Le corps des enseignants-chercheurs, le personnel administratif et les étudiants de l'IES Guyane sont placés directement sous la tutelle de l'Université des « Antilles en Guyane » (U.A.G).

Cette tutelle se révèle négative parce que l'IES Guyane est empêchée à satisfaire les demandes en formation dont la Guyane a besoin.

Ce qui engendre des tensions et des frustrations permanentes qui ont atteint un point culminant, dont le conflit actuel engendré par l'attitude arbitraire du directeur de l'IES-Guyane qui s'arroge le droit de prendre seul des décisions qui relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Groupement de Réflexion et d'Analyses de Guyane (GRAGE) appelle la population guyanaise à être solidaire du combat des enseignants-chercheurs appuyé par le personnel administratif et les étudiants de l'IES-G, en vue d'un rapport de force de nature à transformer la situation présente à la faveur d'un enseignement supérieur plus en adéquation avec les besoins de développement de la Guyane.

Nous vous appelons donc à signer massivement cette pétition pour la création en Guyane d'une véritable université de plein exercice.

Cayenne le 24 mai 2011